

PORTRAIT ÉCONOMIQUE DES SALLES DU QUARTIER DES SPECTACLES

(Version finale)

INTRODUCTION

Au nombre de vingt-quatre, les salles situées dans le Quartier des spectacles (QDS) comptent environ 21,000 places, en incluant la nouvelle Maison symphonique. Leur concentration sur moins d'un kilomètre carré, en plein centre-ville, est unique au monde et constitue un formidable potentiel économique et culturel.

Ces salles sont l'ADN du Quartier des spectacles.

Elles ont été les architectes et les artisans de ce grand projet d'un quartier culturel montréalais. Réunies autour de l'ADISQ à la fin des années 90, elles en ont élaboré le concept afin de revitaliser leur environnement et améliorer leur fréquentation. En 2002, la Ville de Montréal a emboîté le pas en créant le PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES (PQDS), un organisme formé des représentants des salles, des festivals, de la ville et des institutions présentes dans le Faubourg Saint-Laurent. En 2007, la Ville a donné un nouveau coup d'accélérateur en mettant en place un programme particulier d'urbanisme (PPU) dans le pôle de la Place des arts. Les trois paliers de gouvernement ont investi une somme de cent quarante-neuf millions de dollars pour sa réalisation.

Enfin, en 2009, la Ville de Montréal a dégagé un budget de 13 millions de dollars répartis sur 3 ans et a confié au PQDS le mandat de gérer et animer ces espaces publics. Une partie importante de cette somme sera distribuée par le PQDS à des organismes, des entreprises ou des festivals afin d'organiser des manifestations extérieures qui viendront s'ajouter aux activités et spectacles programmés dans le cadre des festivals déjà existants.

Pendant que la qualité et la quantité d'activités extérieures gratuites ne cessent d'augmenter, les salles de spectacles, de leur côté, peinent à obtenir, toutes disciplines confondues, des taux d'occupation supérieurs à 65 %. La situation est particulièrement alarmante en ce qui concerne la chanson francophone, pour laquelle le taux d'occupation moyen des salles franchit difficilement la barre du 50 %. En 2010, les salles du Quartier des spectacles ont accueilli 1,8 million de spectateurs, soit environ le tiers de leur capacité d'accueil.

Les indices des difficultés des salles s'accumulent :

- Cinq salles privées ont fermé leurs portes depuis octobre 2008 faisant ainsi disparaître 20 % des sièges disponibles. Une sixième, la Maison-Théâtre doit se trouver un nouveau lieu dans les années qui viennent. D'autres sont menacées en raison de la faiblesse de leur achalandage et de leur situation financière.
- Les spectacles québécois de chansons et d'humour, traditionnellement le pain et le beurre des salles montréalaises, ont dramatiquement diminué depuis une décennie. Le fait a besoin d'être documenté avec précision, mais il est indéniable.
- Le vieillissement de la clientèle et l'absence du jeune public sont manifestes.

- Les grandes comédies musicales locales réussissent péniblement à franchir le seuil de la rentabilité, lorsqu'elles ne sont pas carrément des échecs financiers.
- Les salles du quartier des spectacles, déjà aux prises avec le déplacement du spectacle francophone de chansons et d'humour vers les salles de banlieue, peinent aussi à attirer les grands spectacles internationaux qui sont la plupart du temps présentés à l'extérieur du Quartier des spectacles, notamment au Centre Bell.

Ces signaux ainsi que les inquiétudes manifestées par les gestionnaires des salles doivent être pris au sérieux. La vision d'un quartier des spectacles où les activités gratuites seraient prépondérantes et dans lequel ne subsisteraient éventuellement que la Place des arts et quelques salles spécialisées n'est pas irréaliste.

Y a-t-il, oui ou non, baisse de la fréquentation des salles de spectacles depuis une quinzaine d'années? Y a-t-il un déplacement réel de la clientèle francophone vers les salles de banlieue? Les salles privées sont-elles en danger, faute de revenus suffisants? Les spectacles gratuits ont-ils un impact sur l'activité des salles? Comment faire en sorte que la programmation des salles du Quartier des spectacles se distingue de celle des salles de banlieue? Comment attirer le public de la périphérie dans les salles du centre-ville? Comment maintenir et même accroître, en quantité et en qualité, l'offre des salles et des lieux de diffusion dans le Quartier des spectacles?

Autant de questions qui devraient être au centre des préoccupations de ceux qui souhaitent la réussite de ce grand projet de doter Montréal d'un véritable district culturel. La condition sine qua non de sa réussite passe par la qualité de l'ensemble de l'offre culturelle sur son territoire et plus spécifiquement par la qualité et la diversité de l'offre des salles de spectacles et des lieux de diffusion. Si à court terme nous reconnaissons l'importance d'améliorer les infrastructures et d'animer tout le Quartier des spectacles par une programmation pluridisciplinaire sur ses nouvelles places publiques, c'est en augmentant significativement l'offre et la fréquentation des lieux de diffusion (salles de spectacles, galeries, musées, bars-spectacles) qu'on pourra réaliser son plein potentiel et en faire un formidable moteur économique pour le centre-ville. Avec 1,8 million de spectateurs par année, les salles de spectacles fonctionnent au tiers de leur capacité d'accueil. Imaginons un seul instant l'impact économique et culturel si ce taux de fréquentation était doublé dans les années à venir.

1. PORTRAIT DES SALLES DU QUARTIER DES SPECTACLES

Il est pertinent de jeter d'abord un coup d'œil sur le statut des salles situées dans le Quartier des spectacles et de mesurer les poids respectifs des salles privées et des salles publiques dans l'ensemble. Nous ne tiendrons pas compte pour le moment des petits lieux et des bars qui présentent des spectacles occasionnels. Bien qu'il soit aussi important et nécessaire de s'intéresser éventuellement à la situation des petits lieux de spectacles, nous nous en tiendrons, aux fins de ce document, aux salles professionnelles dont la présentation de spectacles est l'activité principale.

La ligne de démarcation entre une salle publique et une salle privée n'est pas toujours claire. Les salles privées ne sont pas nécessairement des salles à but lucratif et propriété d'individus ou d'entreprises. Elles peuvent aussi être propriété d'OBNL à caractère privé ou d'une institution publique. Aux fins du présent document, nous avons départagé les salles situées dans le Quartier des spectacles de la façon suivante :

- **SALLES PUBLIQUES**

- Ces salles sont propriétés du gouvernement du Québec et sont gérées par une société d'État (Société de la Place des arts) dont les membres du Conseil d'administration sont aussi nommés par le gouvernement.
- Elles reçoivent de l'aide financière récurrente sur une base annuelle tant aux immobilisations qu'au fonctionnement.
- Leurs taxes foncières sont prises en charge par le gouvernement du Québec sous forme d'un en-lieu.

Ces salles sont :

SALLE WILFRID PELLETIER	2 900 places
THÉÂTRE MAISONNEUVE	1 400 places
THÉÂTRE JEAN-DUCEPPE	760 places
CINQUIÈME SALLE	400 places
STUDIO THÉÂTRE	130 places
LA MAISON SYMPHONIQUE	2 100 places
TOTAL	7 690 places

- **LES SALLES SEMI-PUBLIQUES**

Ces salles sont caractérisées par un ou plusieurs des éléments suivants :

- Elles sont des propriétés de sociétés paragouvernementales ou d'institutions scolaires.
- Elles sont dans le giron financier et administratif d'institutions paragouvernementales, ou d'établissements scolaires.
- Elles hébergent un diffuseur spécialisé subventionné par les conseils des arts.
- Leur service de la dette, leurs immobilisations et leurs taxes foncières sont dans le périmètre d'une institution paragouvernementale ou d'enseignement.
- Elles sont exemptes de taxes foncières qui sont prises en charge par l'institution mère et/ou sont assumées par le gouvernement du Québec dans le cadre d'un en-lieu.

Les salles qui répondent à un ou plusieurs de ces critères sont :

MAISON THÉÂTRE (CÉGEP V-M)	400 places
THÉÂTRE DU NOUVEAU MONDE	830 places
SALLE PIERRE MERCURE (UQÀM)	830 places
MONUMENT NATIONAL (ENT)	1 200 places (4 salles)
TOTAL DES PLACES	3 260 places

Ces salles, sans jouir d'un apport direct, peuvent compter sur un certain soutien des sociétés paragouvernementales ou des institutions scolaires avec lesquelles elles ont des liens quant aux immobilisations et au paiement des taxes foncières dans le cadre d'en-lieu. Elles ont cependant

un devoir d'autofinancement de leurs activités et dans certains cas de leurs immobilisations courantes.

- **SALLES PRIVÉES**

Les salles privées se divisent en deux catégories selon leur statut juridique :

- Les salles dont les propriétaires sont des organismes à but non lucratif à caractère privés
- Les salles propriété de sociétés avec actionnaires.

Les salles propriétés d'OBNL ont une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

- Elles ne reçoivent d'aide ni au fonctionnement ni aux immobilisations même si certaines ont reçu une aide lors d'une rénovation majeure.
- Elles ne paient pas de taxes foncières pour différentes raisons
- Elles n'ont pas de compagnies résidentes et leur fonctionnement repose principalement sur leur location à des producteurs.

Ces salles sont :

L'ASTRAL	350 places
LE GESÙ (Trois salles)	700 places
SOCIÉTÉ DES ARTS TECHNOLOGIQUES (2 salles)	1 862 places
TOTAL	2 912 places

Les salles propriété de société à but lucratif ont les caractéristiques suivantes :

- Leur fonctionnement repose exclusivement sur la location à des producteurs.
- Elles ne reçoivent aucune aide au fonctionnement ou aux immobilisations
- Elles paient des taxes foncières à la Ville de Montréal

Ces salles sont :

Le Théâtre Telus :	1 000 places
Le Métropolis (2 salles)	2 800 places
Le Club Soda	950 places
Le Théâtre Saint-Denis (2 salles)	3 100 places
TOTAL	7 850 places

Les salles privées sont plus fragiles et sujettes à des fermetures rapides ou à des changements de vocation si leur performance économique laisse à désirer, si elles subissent une forte pression immobilière ou encore si elles ne parviennent pas à maintenir leurs équipements à un niveau acceptable. Cinq d'entre elles ont fermé leurs portes au cours des 2 dernières années :

SPECTRUM	1 000 places
MEDLEY	1 500 places
THE SAINTS	500 places
STUDIO DU MUSÉE JUSTE POUR RIRE	750 places
CABARET DU MUSÉE JUSTE POUR RIRE	400 places
TOTAL DES PLACES DISPARUES	4 150 places

2. MODÈLE D'AFFAIRES

Les salles du Quartier des spectacles n'ont pas le même modèle d'affaires que les salles situées à l'extérieur de Montréal.

De façon générale, les salles en région agissent également comme diffuseur ou hébergent un diffuseur pluridisciplinaire qui gère la presque totalité de leur programmation. La plupart du temps ces salles sont liées aux municipalités ou à des institutions d'enseignement et souvent elles reçoivent du financement de leur ville, tant au fonctionnement qu'aux immobilisations. Leurs fonctions de diffusion sont aussi financées en partie par l'État dans le cadre du programme d'aide aux diffuseurs pluridisciplinaires, géré par le MCCCCF.

Les salles situées sur le territoire de Montréal n'ont pas accès, quant à elles, à ce programme et n'agissent que très rarement comme diffuseur. Il peut arriver qu'elles participent au financement d'un spectacle en mettant à risque leur loyer ou leurs équipements, mais mis à part le Théâtre du Nouveau Monde et la Place des arts qui hébergent aussi des diffuseurs spécialisés¹, le modèle économique des salles du Quartier des spectacles repose sur la location de leurs lieux à des producteurs indépendants.

Leurs revenus proviennent de quatre sources :

- Le loyer fixe et/ou un pourcentage sur la vente des billets.
- Les revenus de vestiaires et la vente de boissons et d'objets divers liés aux spectacles qui y sont donnés.
- Les frais de service sur la billetterie.²
- Et, dans certains cas, les revenus tirés de leur stationnement.

Généralement, les producteurs remboursent les salles pour les coûts du personnel d'accueil et des techniciens. À même leurs revenus, les salles doivent défrayer l'achat et l'entretien des équipements de scène, leurs coûts d'administration, l'entretien des lieux, les coûts d'énergie, les coûts d'assurances, le personnel de soutien (préposés à la billetterie, aux ventes des boissons (etc.), leurs frais généraux, ainsi que leurs dépenses d'immobilisations, leur service de la dette et leurs taxes foncières s'il y a lieu.

¹ La Place des arts a aussi un mandat de diffusion à même l'enveloppe de fonctionnement qui lui est attribuée chaque année par le gouvernement du Québec.

² Le THÉÂTRE DU NOUVEAU MONDE héberge la compagnie du Théâtre du Nouveau Monde et la Place des arts héberge plusieurs producteurs et diffuseurs spécialisés. Elle a aussi un mandat de diffusion qu'elle réalise grâce à son fond de production et l'appui de sa fondation.

Les salles avec sièges fixes demandent généralement un loyer plus élevé que les salles de type « cabaret » avec sièges et tables amovibles. Ces dernières offrent de leur côté plus de flexibilité au niveau des fonctions et de la capacité. Elles tirent aussi des revenus plus élevés provenant de la vente de boissons, alcoolisées ou non.

3. MÉTHODOLOGIE

Compte tenu des moyens dont nous disposons, nous n'avons pas la prétention de présenter un travail scientifique et exempt d'erreurs. Le lecteur pourra parfois trouver que nos conclusions sont hâtives ou teintées par nos préoccupations. Cependant, les données que nous avons pu rassembler tracent pour la première fois un portrait global et sont suffisamment documentées pour justifier une étude plus exhaustive et élaborée.

Par ailleurs, nous ne possédons pas de portrait d'ensemble sur une longue période quant à l'évolution de l'offre et de la demande dans le Quartier des spectacles ou ailleurs au Québec. L'Observatoire de la culture ne recense que depuis 2004 la fréquentation des spectacles vivants au Québec. Les statistiques spécifiques au Quartier des spectacles ne sont compilées que depuis 2008. Dans une étude plus approfondie, il serait essentiel d'avoir accès à des données qui pourraient s'étendre sur une période plus longue, au moins pour certaines salles, afin de constater les tendances de fond.

Les données auxquelles nous avons eu accès proviennent de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec, des rapports annuels de la PDA ainsi que des enquêtes commandées par RIDEAU, le réseau des diffuseurs de spectacles du Québec.

4. LES DONNÉES STATISTIQUES

Tableau 1

Le tableau suivant résume les statistiques publiées depuis 2008 par l'Observatoire de la culture concernant les salles du Quartier des spectacles. Elles sont divisées en 6 grands secteurs : le théâtre, la danse, la musique classique, la chanson francophone, la chanson anglophone et la variété. Elles permettent donc de comparer le poids relatif de chacune de ces disciplines pour l'ensemble du Quartier des spectacles. La catégorie « variété » comprend à la fois l'humour, le cirque et les comédies musicales dans les deux langues. Il serait souhaitable éventuellement que l'Observatoire distingue les spectacles d'humour et les spectacles de comédie musicale

OCCUPATIONS DES SALLES QUARTIER DES SPECTACLES								
ANNÉE		THÉÂTRE	DANSE	MUSIQUE	CHANS. FR	CHANS. ANG	VARIÉTÉS	TOTAL (1)
2008	FAVEURS	35 128	N/A	N/A	39 110	11 783	64 683	150 704
	VENDUS	261 635	N/A	N/A	84 182	196 011	373 765	915 593
	TOTAL	296 763	N/A	N/A	123 292	207 794	438 448	1 066 297
	DISPO	409 744	N/A	N/A	156 200	248 626	527 668	1 342 238
	% OCC.	63,9%			53,9%	78,8%	70,8%	68,2%
2009	FAVEURS	44 026	N/A	N/A	42 221	17 738	83 132	187 117
	VENDUS	340 248	N/A	N/A	151 461	233 787	410 470	1 135 966
	TOTAL	384 274	N/A	N/A	193 682	251 525	493 602	1 323 083
	DISPO	480 031	N/A	N/A	251 231	308 217	651 813	1 691 292
	% OCC.	70,9%			60,3%	75,9%	63,0%	67,2%
2010	FAVEURS	43 897	15 441	46 984	35 918	16 990	80 429	177 234
	VENDUS	345 050	110 713	328 386	114 691	218 188	413 639	1 091 568
	TOTAL	388 947	126 154	375 370	150 609	235 178	494 068	1 268 802
	DISPO	493 894	163 761	507 284	210 559	301 995	655 236	1 661 684
	% OCC.	69,9%	67,6%	64,7%	54,5%	72,2%	63,1%	65,7%

De façon à pouvoir comparer les années entre elles, notons d'abord que les totaux de la dernière colonne en 2010 ne comprennent pas la danse et la musique classique dont les chiffres n'étaient pas disponibles avant 2010. Notons aussi que les taux d'occupation établis dans les rapports de l'Observatoire cumulent les billets vendus et les billets de faveur. Aux fins de la présente étude, nous avons choisi de ne retenir que les billets vendus pour établir les taux d'achalandage des salles, afin de mieux refléter le poids économique réel de chacune des disciplines.

Faits saillants :

- En ne retenant que les billets vendus pour les 4 secteurs dont nous possédons les chiffres pour les trois années, le taux d'occupation est passé de 68,2 % en 2008 à 65,7 % en 2010
- On constate cependant une augmentation de l'offre qui passe de 1 342 238 billets disponibles en 2008 à 1 661 684 en 2010. Il est difficile de voir sur une période aussi courte si cette augmentation est une tendance lourde ou si 2008 fut simplement une année plus faible. Cette augmentation du nombre de billets disponibles provient essentiellement des secteurs du théâtre et de la variété qui ont augmenté de 225 000 le nombre de billets disponibles.
- Le nombre de billets vendus augmente aussi significativement, passant de 915 000 à 1 091 000, une augmentation de 16 %. Ce sont aussi les secteurs du théâtre et de la variété qui sont responsables de cette augmentation avec 120 000 billets vendus de plus.

- Malgré ces augmentations de l'offre, le taux d'occupation en 2010 (nombre de billets disponibles vs les billets vendus) fléchit de 68,2 % à 65,7 %. C'est la chanson francophone et la variété qui font piètres figures avec des taux d'occupation respectifs de 54,5 % et 63,1 %. En trois ans, le taux d'occupation pour les spectacles de variétés a chuté de 7,7 %. Il est malheureusement impossible de savoir comment cette baisse se répartit entre la comédie musicale et l'humour et si elle est attribuable à l'une de ces disciplines en particulier.
- La chanson francophone traîne de la patte avec un taux d'occupation d'environ 55 % alors que la chanson anglophone avec un taux d'occupation moyen de 75 % pour les trois années est largement au-dessus de la moyenne des autres disciplines. Il faut aussi constater le grand nombre de billets de faveur pour les spectacles de chansons francophones. Les billets de faveur représentent près de 25 % de l'assistance totale alors qu'ils représentent en moyenne 16 % de l'assistance pour les autres secteurs et à peine 7 % pour les spectacles de chansons anglophones. Cela signifie en clair, que l'offre pour les spectacles de chansons francophones est largement supérieure à la demande et que les producteurs doivent « remplir » les salles avec des billets donnés. Au contraire, très peu de billets de faveur sont donnés pour les spectacles de chansons anglophones.
- Enfin, selon les données recueillies pour l'année 2010, pour laquelle nous connaissons les chiffres de la danse et de la musique et que nous les ajoutons au total des autres disciplines, 1 777 000 personnes ont fréquenté les salles du Quartier des spectacles (billets vendus et billets de faveur), tous secteurs confondus. Sachant que les 19 320 places du QDS (la Maison symphonique n'était pas encore en activité) pouvaient théoriquement accueillir 7 M de spectateurs par année si utilisées 365 jours, on peut en conclure que les salles opèrent à environ 25 % de leur capacité d'accueil.
- On peut pousser un peu plus loin le raisonnement. En 2010, les salles ont émis 2.3 M de billets. Basée sur une capacité de 19,320 places, cette offre équivaut à une moyenne globale de 121 représentations par salle, par année. Sachant qu'il y a parfois plus d'une représentation par jour dans certaines salles, notamment pendant les festivals, on peut estimer que les salles du Quartier des spectacles sont utilisées autour de 115 jours par année en moyenne, soit 31,5 % du temps. Il est généralement reconnu que pour être rentable, une salle doit offrir au moins 180 représentations par année.

Tableau 2
Fréquentation comparée Quartier des spectacles et ensemble du Québec

Le prochain tableau est un résumé des principaux indices concernant la fréquentation des spectacles en 2010 pour l'ensemble du Québec et pour le QDS. Pour bien comprendre ce tableau et le distinguer du suivant, il faut savoir que la colonne « reste du Québec » inclut les salles du QDS. En comparant ces indices avec ceux du QDS, nous pouvons ainsi connaître le poids des salles du QDS dans l'ensemble de l'offre et de la demande au Québec.

FRÉQUENTATION DES SPECTACLES 2010 QUÉBEC
VS QUARTIER DES SPECTACLES

THÉÂTRE	ENS. QUÉBEC	QDS	% PQDS
Représentations	6 333	N/A	
Billets disponibles	2 309 396	493 894	21,4%
Billets vendus	1 515 613	345 248	22,8%
Billets faveur	184 755	43 897	
Taux d'occupation	65,6%	69,9%	
Revenus de billetterie après taxe	37 263 366	N/A	
DANSE			
Représentations	725	N/A	
Billets disponibles	329 712	163 761	49,7%
Billets vendus	192 892	110 713	57,4%
Billets faveur	35 984	15 441	
Taux d'occupation	58,5%	67,6%	
Revenus de billetterie après taxe	7 122 172		
MUSIQUE			
Représentations	2 636	N/A	
Billets disponibles	1 534 582	507 284	33,1%
Billets vendus	832 827	328 386	39,4%
Billets faveur	137 008	46 894	
Taux d'occupation	54,3%	64,7%	
Revenus de billetterie après taxe	27 334 017	N/A	
CHANSON FRANCOPHONE			
Représentations	2 326	N/A	
Billets disponibles	1 217 163	210 559	17,3%
Billets vendus	871 789	114 691	13,2%
Billets faveur	133 165	35 918	
Taux d'occupation	71,6%	54,5%	
Revenus de billetterie après taxe	23 551 343	N/A	
CHANSON ANGLOPHONE			
Représentations	1 337	N/A	
Billets disponibles	1 198 386	301 995	25,2%
Billets vendus	889 888	218 188	24,5%
Billets faveur	57 443	16 990	
Taux d'occupation	74,3%	72,2%	
Revenus de billetterie après taxe	44 920 922	N/A	
VARIÉTÉ			
Représentations	3 158	N/A	
Billets disponibles	2 915 006	655 236	22,5%
Billets vendus	1 970 014	413 639	21,0%
Billets faveur	284 002	80 428	
Taux d'occupation	67,6%	63,1%	
Revenus de billetterie après taxe	106 281 564	N/A	

Faits saillants :

- Pour le théâtre, la danse et la musique classique, les taux d'occupation (billets vendus vs billets disponibles) sont supérieurs dans le Quartier des spectacles, mais ils sont légèrement inférieurs pour la chanson anglophone et la variété. Il serait utile d'avoir accès à des données séparées pour l'humour. Il serait aussi intéressant d'isoler éventuellement le nombre et la fréquentation des spectacles de chansons anglophones sur l'île de Montréal, versus ceux présentés dans le QDS.
- En chanson francophone, le taux de fréquentation est de 71 % pour l'ensemble du Québec et de seulement 54.5 % dans le Quartier des spectacles. Notons aussi le nombre beaucoup plus élevé de billets de faveur dans le Quartier des spectacles pour la chanson francophone : 31 % dans le QDS contre 11 % pour l'ensemble du Québec.
- À partir de ces données, nous avons voulu savoir le pourcentage de l'offre et le pourcentage des ventes que représentaient les salles du Quartier des spectacles par rapport à l'ensemble des salles du Québec. Pour 2010, les salles du QDS affichent la performance suivante :
 - En théâtre, les salles du QDS représentent 21,4 % de l'offre et 22,8 % des ventes totales au Québec.
 - En danse, elles concentrent 51 % de l'offre de billets et 57 % des billets vendus.
 - En musique, les salles du QDS comptent pour 33 % de l'offre et pour 39.5 % des billets vendus.
 - En chanson francophone, elles comptent pour 17 % des billets disponibles et 13 % des ventes.
 - En chanson anglophone, les salles du Quartier des spectacles offrent 24 % des billets disponibles au Québec et vendent 24.5 % des billets.
 - Enfin, en variété, elles offrent 22 % des billets et comptent pour 21 % des billets vendus.
- Pour 2010, les salles du Quartier des spectacles ont donc offert 24 % de tous les billets disponibles au Québec, toutes disciplines confondues et ont vendu 25 % des billets. Leurs poids sont donc considérables dans le réseau québécois, eu égard à la concentration de la population sur l'île de Montréal.

Tableau 3 :
Fréquentation comparée Quartier des spectacles et reste du Québec

Le tableau suivant compare la fréquentation des salles du Quartier des spectacles avec la fréquentation des salles dans le reste du Québec. Il se distingue du tableau précédent en ce sens que les statistiques des salles du QDS ont été soustraites de la colonne « reste du Québec ». Les salles de Montréal situées ailleurs que dans le Quartier des spectacles, dont le Centre Bell, sont donc prises en compte dans la catégorie « reste du Québec ». La colonne des pourcentages indique le poids relatif de chaque discipline dans sa catégorie.

QUARTIER DES SPECTACLES ET RESTE DU QUÉBEC				
	QDS		QUÉBEC	
THÉÂTRE				
Disponibile	493 897		1 815 499	
vendu	345 050	22,5%	1 170 563	24,7%
Taux occupation	69,9%		64,5%	
DANSE				
Disponibile	163 761		165 951	
vendu	110 713	7,2%	82 179	1,7%
Taux occupation	67,6%		49,5%	
MUSIQUE				
Disponibile	507 284		1 027 298	
vendu	328 386	21,5%	504 441	10,6%
Taux occupation	64,7%		49,1%	
CHANSON FRANCOPHONE				
Disponibile	210 559		1 006 604	
vendu	114 691	7,5%	757 098	16,0%
Taux occupation	54,4%		75,2%	
CHANSON ANGLOPHONE				
Disponibile	301 995		896 391	
vendu	218 188	14,3%	671 700	14,2%
Taux occupation	72,2%		74,9%	
VARIÉTÉ				
Disponibile	655 236		2 259 770	
vendu	413 639	27,0%	1 556 375	32,8%
Taux occupation	73,1%		68,9%	
TOTAL				
Disponibile	2 332 732		7 171 513	
vendu	1 530 667		4 742 356	
Taux occupation	65,6%		66,1%	

Faits saillants :

- Le taux d'occupation général est semblable dans les salles du Quartier des spectacles et les salles du reste du Québec. Cependant, avec des scores respectifs de 65,6 % et de 66,1 %, ces taux sont à la limite du seuil de rentabilité généralement reconnu de 70 %. Ils signifient qu'un grand nombre de spectacles sont présentés à perte par leurs diffuseurs.
- Avec 22,5 % des billets vendus dans le Quartier des spectacles, la place relative du théâtre, même si elle est moins importante que dans le reste du Québec, est étonnante puisqu'elle est majoritairement liée aux ventes par la Compagnie Jean-Duceppe et le Théâtre du Nouveau Monde. Avec un taux d'occupation de 70 %, le théâtre est la discipline qui réussit le meilleur score dans le QDS.
- Avec un taux d'occupation de 67 % et un poids relatif de 7,2 % (contre 1,7 % dans le reste du Québec), la danse fait aussi excellente figure dans le Quartier des spectacles.
- La musique classique (21,5 % des parts de marchés contre 10,6 % dans le reste du Québec) est un moteur puissant pour le Quartier des spectacles. Ceci est évidemment lié à la présence de l'OSM et de l'Opéra de Montréal.

- Les taux de fréquentation élevés pour le théâtre, la musique et la danse sont de bons indices que le public ne boude pas le QDS quand il ne peut voir ces mêmes spectacles ailleurs.
- Il est évidemment étonnant de découvrir que la chanson francophone ne compte que pour 7,5 % des ventes totales de billets dans le Quartier des spectacles alors qu'elle représente 16 % des ventes dans le reste du Québec. La chanson francophone, qu'on dit un art commercial et populaire est, pratiquement, marginalisée dans le QDS. Ceci explique en partie les difficultés que connaissent les salles qui n'ont pas accès pour diverses raisons à une programmation en musique classique, en théâtre ou en danse et qui dépendent de la chanson, de l'humour et de la variété pour leur programmation.
- Bien que la majorité des spectacles de chanson anglophone à Montréal ont lieu ailleurs que dans le QDS, notamment au Centre Bell, ceux-ci font tout de même deux fois plus de vente que les spectacles de chanson francophone dans le QDS. En 2010, il s'est vendu 218 188 billets pour la chanson anglophone contre 114 000 pour des spectacles de chansons francophones.
- On peut aussi extrapoler que la majorité des 671 000 billets vendus pour la chanson anglophone dans le reste du Québec sont en réalité des billets vendus à Montréal, puisqu'il y a peu de spectacles de chanson anglophone en régions. Il se vendrait donc environ 900,000 billets à Montréal pour la chanson anglophone.
- La variété représente 27 % des billets vendus dans le QDS alors qu'elle représente 33 % dans le reste du Québec. Il faudrait pouvoir isoler les spectacles d'humour, de cirque et les comédies musicales. Ceci nous permettrait de découvrir si la proportion de billets vendus pour des spectacles d'humour est inférieure dans le QDS à celle du reste du Québec. L'Observatoire pourrait éventuellement produire ces données. Si effectivement la proportion de billets vendus pour des spectacles en humour est significativement plus forte en région que dans le QDS, ce serait une bonne indication du transfert de l'achalandage vers les salles de banlieue pour les spectacles d'humour.

Tableau 4

Comparaison de l'offre en variété et chanson Montréal, Montérégie et Laval (2004-2010)

Le prochain tableau essaie justement de mesurer des indices de ce transfert. Sachant que la plupart des salles de banlieue sont situées dans les régions administratives de Laval et de la Montérégie, nous avons comparé l'offre en variété et en chanson dans ces régions avec celle de la région administrative de Montréal. Cette comparaison est forcément boiteuse parce que les données de la variété incluent l'humour, la comédie musicale et le cirque et celles de la chanson incluent chanson anglophone et chanson francophone, mais elle donne tout de même une indication.

COMPARAISON DE L'OFFRE MTL vs BANLIEUE (2004-2010)						
	2004		2010			
	CHANSON	VARIÉTÉS	CHANSON		VARIÉTÉ	
Montréal	1 244 912	1 367 599	1 191 911	-4,4%	1 299 224	-5,3%
Montérégie	148 047	174 979	181 238	18,3%	400 042	56,3%
Laval	78 578	166 223	95 277	17,5%	167 792	0,9%

Faits saillants :

- Entre 2004 et 2010, la disponibilité de billets à Montréal a diminué de 4,4 % en chanson et de 5,3 % en variété.
- En Montérégie, elle a augmenté de 18,5 % en chanson et de 56,3 % en variété. À Laval, l'offre a aussi augmenté respectivement de 17,5 % et de 1 %.
- L'augmentation de l'offre dans les deux disciplines est beaucoup plus marquée en Montérégie qu'à Laval. Il pourrait s'agir d'un effet du Quartier 10-30.
- Ces statistiques démontrent que l'offre tend à diminuer à Montréal alors qu'elle augmente en banlieue pour les deux disciplines et confirmeraient la thèse d'un transfert des spectacles de chansons et d'humour vers les salles de banlieue.
- Si on présume que la majorité des quelques 900,000 billets vendus au Québec pour la chanson anglophone (tableau 2) sont vendus dans l'île de Montréal, cela laisse un peu moins de 300,000 billets vendus à Montréal pour la chanson francophone, soit des parts respectives de marché de 75 % pour la chanson anglophone et de 25 % pour la chanson francophone. Il se serait conséquemment vendu plus de billets pour des spectacles de chanson francophone à Laval et en Montérégie que sur l'ensemble de l'île de Montréal.

Tableau 5
Offre et demande Quartier des spectacles 2004-2010

Dans son dernier bulletin en date du 20 septembre 2011 (www.stat.gouv.qc.ca), l'Observatoire a mesuré, de 2004 à 2010 pour la chanson francophone et l'humour, la variation en pourcentage de la programmation et de l'assistance totale des salles des 4 régions en périphérie de Montréal (Montérégie, Laurentides, Laval et Lanaudière). Pour la chanson, l'assistance payante passe de 35 % en 2004 à 48 % en 2010 et de 44 % à 57 % pour l'humour. Il faut cependant se méfier, car une forte partie de cette augmentation (10 %) est survenue entre 2009 et 2010. Une variation aussi forte en une seule année pourrait être attribuable au succès exceptionnel d'un ou 2 spectacles et ne pas nécessairement être l'indication d'une tendance. Malgré ce bémol, cette analyse démontre une nette tendance à la hausse pour ces deux disciplines dans les régions périphériques.

Il serait également pertinent d'isoler les salles dans ces régions qui sont réellement situées dans la périphérie de l'île de Montréal et qui peuvent être considérées comme "salle de banlieue". Comme

L'Observatoire a en main ces données, une analyse plus fine pourrait éventuellement nous permettre de mieux comprendre l'importance de ce transfert.

À l'inverse, on pourrait se demander si à Montréal l'offre en chanson et en humour diminue depuis 2004. Une diminution à Montréal pourrait aussi signifier un transfert de la clientèle vers les salles de banlieue. L'observatoire ne nous fournit pas de réponses à cette question pour l'ensemble de l'île, mais seulement pour le Quartier des spectacles :

QUARTIER DES SPECTACLES							
ÉVOLUTION DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE 2004-2010							
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Billets disponibles	2 376 505	2 056 625	2 090 171	1 949 503	2 160 674	2 453 314	2 360 719
Billets vendus	1 673 066	1 328 114	1 389 187	1 346 137	1 449 422	1 595 647	1 544 150
% Occupation	70%	65%	66%	69%	67%	65%	65%

Faits saillants :

- Il serait utile d'avoir une idée de ce qui se passe avant 2004. Les archives des principales salles du QDS (PDA, Saint-Denis, Spectrum et Métropolis) pourraient nous en donner une indication.
- De 2004 à 2008, l'offre et la demande chutent de façon importante pour se redresser en 2009 et terminer 2010 avec environ 8 % moins de billets vendus qu'en 2004.
- On a vu plus haut (tableau 1) que l'augmentation en 2009 et 2010 était principalement liée au théâtre, à la musique classique et à la variété (humour et la comédie musicale)
- Il serait pertinent de demander à l'Observatoire de produire un tableau indiquant l'évolution de l'offre et de la demande depuis 2004 dans chacune des disciplines. Elle pourrait aussi distinguer l'humour de la comédie musicale, comme elle le fait pour les salles en région. Nous pourrions ainsi comparer l'évolution de chaque discipline à Montréal et dans les salles de la périphérie.

Tableau 6
PDA : ventes par discipline 2007-2010

Les rapports annuels de la PDA nous donnent une idée de l'évolution de l'offre et de la demande dans ses deux plus importantes salles : Wilfrid-Pelletier et Maisonneuve. (chanson et en humour sont regroupés dans la catégorie "variété".)

PDA (WILFRID PELLETIER ET MAISONNEUVE 2007-2010						
	2007-08		2008-09		2009-10	
	NO	ASSIST.	NO	ASSIST.	NO	ASSIST.
OPERA	27	68 479	32	72 296	32	71 505
COMÉDIES MUSICALES	31	44 306	38	42 688	44	71 328
MUSIQUE CLASSIQUE	111	200 828	125	185 860	104	182 763
VARIÉTÉ	169	293 102	133	240 342	147	222 953
DANSE	71	113 073	82	128 201	62	96 626
TOTAL	464	795294	453	754707	464	733104

Faits saillants :

- Avec quelques 733 000 billets spectateurs (billets vendus et billets de faveur), les deux salles les plus importantes de la PDA, Wilfrid Pelletier et Maisonneuve, génèrent 41 % de la fréquentation des salles du Quartier des spectacles.
- De 2007 à 2010, la fréquentation des deux salles a diminué de 8 %.
- Alors que les taux de fréquentation de l’opéra, de la musique classique et de la danse restent relativement stables, ceux de la chanson et de l’humour baissent de 18 %.
- C’est la comédie musicale qui sauve la mise avec une hausse d’achalandage de 61 %. Cette hausse est liée au succès d’un spectacle en particulier : “Les misérables”.

5. LES CONSTATS AUTOUR DE LA FRÉQUENTATION

Quelles conclusions tirer de ces chiffres? Nous convenons qu’il faut se méfier d’une généralisation à partir de données qui couvrent de courtes périodes et qui ne distinguent pas bien les différents contours. Néanmoins, on peut établir un certain nombre de tendances et d’hypothèses qu’une étude plus approfondie permettrait éventuellement de valider.

- Constatons d’abord le formidable potentiel économique et culturel que représentent les salles du Quartier des spectacles. Avec 1,8 M de spectateurs par année, elles sont exploitées à peine au tiers de leur capacité d’accueil. Il y a donc largement d’espace pour améliorer cette performance.
- Constatons aussi l’importance du patrimoine bâti que constitue un tel réseau de salles en plein centre-ville. Bien que l’actuelle situation semble démontrer que ce réseau est loin d’être utilisé à sa capacité, il constitue une richesse indéniable qui ferait l’envie de n’importe quelles grandes métropoles du monde. Les données que nous avons permettent de constater que la situation ne s’est pas détériorée de façon significative depuis 2004. Avec près de 25 % de l’offre totale, ces

données font aussi réaliser l'importance des salles du Quartier des spectacles dans l'ensemble du Québec.

- Pour avoir une meilleure vision d'ensemble, il serait important d'avoir un portrait de la situation avant 2004. En ayant accès aux archives des salles les plus importantes (PDA, Saint-Denis, Spectrum et Métropolis), il serait possible de se faire une idée de l'évolution de l'offre et de la demande entre 1995 à 2004.
- La vitalité du théâtre, de la danse et de la musique classique dans le Quartier des spectacles mérite l'attention. Elle démontre que lorsque l'offre est unique et distinctive, les salles du centre-ville ne sont pas boudées par les Montréalais, bien au contraire. Ces trois disciplines ont représenté en 2010 plus de 50 % des ventes. Ce chiffre est une indéniable réussite, car elles comptent pour seulement 25 % des ventes dans le reste du Québec.
- En y incluant le Théâtre du Nouveau Monde, le pôle de la Place des Arts, avec 30 % des sièges du QDS, prend la part du lion avec environ un million de spectateurs en 2010, soit 60 % de la fréquentation totale des 24 salles du Quartier des spectacles (en excluant la nouvelle Maison symphonique).
- Avec 13 000 places, les 18 autres salles du PQDS ont reçu ensemble environ 800 000 spectateurs. C'est un ratio d'occupation de 16 % de leur capacité d'accueil. La faible fréquentation de cet ensemble de salles est inquiétante à court et moyen terme.
- Comment ce réseau s'est-il développé de manière aussi importante entre 1975 et aujourd'hui? Il semble évident que la chose aurait été impossible avec les taux d'occupation moyens que nous observons ces dernières années. Notre hypothèse est qu'il y a eu une baisse importante depuis la fin des années 90 de l'offre et de la demande pour des spectacles de chanson et de variété francophone. À partir de 1970 et jusqu'au tournant de l'an 2000, l'industrie québécoise francophone du spectacle a connu une croissance vertigineuse et Montréal était au centre de cette croissance. C'est ce qui aurait donné naissance au réseau de salles que nous connaissons aujourd'hui et supporté sa croissance. Montréal était la capitale du show-business québécois. Sa large population, l'appétit insatiable des baby-boomers pour ses artistes ainsi que la vitalité du centre-ville ont permis la mise en place et la prospérité du réseau des salles du QDS jusqu'au début des années 2000.³ Cette hypothèse pourrait facilement être vérifiée grâce aux archives des salles, particulièrement celles de la PDA et du Saint-Denis.
- Les statistiques que nous avons à notre disposition depuis 2004, aussi sommaires soient-elles, pointent aussi dans cette direction. Elles démontrent que la chanson francophone et l'humour sont en déclin dans le Quartier des spectacles et que le public semble se déplacer vers des salles situées en périphérie de Montréal. Elles démontrent aussi que des disciplines comme la chanson anglophone et les spectacles de cirque attirent de plus en plus de spectateurs ailleurs que dans le Quartier des spectacles : sous chapiteau en ce qui concerne le cirque et au Centre Bell pour la chanson anglophone.

³ Qu'on se souvienne dans les années 70 et 80 que les Dubois, Ferland, Charlebois, Vigneault et compagnie pouvaient occuper les planches du Maisonneuve pendant des semaines, sinon des mois dans le cas de Deschamps, sans parler des grandes vedettes de la chanson française. Puis ce fut l'arrivée d'une nouvelle génération avec Beau Domme, Offenbach, Harmonium, Séguin, Marjo, Piché, Lavoie qui pouvaient attirer des dizaines de milliers de spectateurs à Montréal seulement et qui ont fait les beaux jours du Saint-Denis, de l'Outremont et du Spectrum. Dans les années, 90, l'humour a débarqué : Ding et Dong, Rock et Belles Oreilles, le Groupe Sanguin, Lise Dion, André Philippe Gagnon, Daniel Lemire étaient tous capables à une certaine époque de remplir les grandes salles pendant plusieurs semaines consécutives

- Le nombre de places disponibles est aujourd'hui sensiblement plus élevé malgré certaines fermetures récentes. Cinq salles privées ont fermé depuis 3 ans, faisant perdre environ 4000 places. Par ailleurs, depuis l'an 2000, l'ouverture du Club Soda, de l'Astral, de la Société des arts technologiques, du Théâtre Telus et de la Maison Symphonique, a permis de gagner environ 6000 places.
- Dans un autre ordre d'idée, ces statistiques permettent de comprendre pourquoi la situation est perçue différemment par les dirigeants des salles selon leur réalité. Pour les diffuseurs spécialisés dont la programmation est axée principalement sur le théâtre, la danse et la musique classique, le taux d'occupation est le principal enjeu, alors que pour les responsables des salles dont la programmation est axée sur la variété, il existe un sentiment d'urgence, car ils voient littéralement fondre leur programmation d'année en année et doivent se livrer une compétition serrée pour mettre la main sur le peu de programmation disponible.

6. ÉTATS DES LIEUX

Pour toutes les raisons que nous venons de voir, les salles du Quartier des spectacles sont entrées dans une zone de turbulence qui risque de durer plusieurs années et qui peut mener tout le réseau à un point de rupture. Heureusement, et grâce à la riche histoire du quartier, ce réseau est majoritairement institutionnel. En réalité, certaines salles seraient sans doute déjà fermées si elles dépendaient de leur seule performance économique et si elles n'avaient pas d'institutions d'enseignement ou de grands frères sur lesquelles s'appuyer. Faisons un tour de piste :

• Les salles publiques

○ La Place des arts

La PDA est un cas à part dans le réseau. Son statut de société d'État la met à l'abri, dans une certaine mesure, des contraintes économiques que vivent les autres salles. En 2009, ses 5 salles ont reçu 45 % des spectateurs qui ont assisté à un spectacle dans le QDS. C'est de loin, le lieu de diffusion le plus important. Elle est propriété du gouvernement du Québec et est subventionnée en partie aux opérations par une aide annuelle au fonctionnement. Son service de la dette et ses en-lieux de taxes sont aussi pris en charge par le gouvernement. Malgré l'aide publique qu'elle reçoit, il ne faut pas sous-estimer les impératifs liés à sa mission ainsi que les contraintes financières qui lui sont imposées par son mandat. Sans oublier le devoir de rentabilité que lui impose la loi, même si sa mission est culturelle et non commerciale.

L'ouverture de la Maison symphonique changera considérablement sa situation et la donne générale des salles du QDS. Environ une soixantaine de jours programmables seront libérés de Wilfrid-Pelletier, qui devra les remplacer par des spectacles pouvant attirer 2000 spectateurs et plus. C'est un défi de taille dans les circonstances. C'est aussi le créneau du Saint-Denis et du Métropolis qui pourraient s'en trouver d'autant fragilisés.

Il faudrait aussi se questionner sur la santé des compagnies résidentes qui lui sont rattachées, entre autres l'Opéra de Montréal, les Grands Ballets Canadiens et la Compagnie Jean-Duceppe. Si ces compagnies venaient à connaître des difficultés, cela pourrait précariser davantage sa situation.

• Les salles semi-publiques

La salle Pierre Mercure, le Monument-National et la Maison théâtre sont propriétés d'institutions scolaires alors que l'édifice qui abrite le Théâtre du Nouveau Monde est propriété d'une société

parapublique. Sans présupposer des ententes économiques et financières qui les lient à leur maison-mère, on peut supposer qu'elles bénéficient d'une certaine flexibilité quant à leur service de la dette et à leurs déboursés en immobilisations. On peut aussi croire que leurs taxes foncières sont incluses dans les en-lieux payés par le gouvernement du Québec à la Ville de Montréal et qu'elles ne leur sont pas rechargées.

Malgré ces avantages, elles ont toutefois un devoir de performance économique, car il n'est pas dans la mission de ces institutions d'utiliser leurs ressources pour financer une salle de spectacles. Elles dépendent donc de leur programmation et de leur achalandage pour faire leurs frais.

- **Théâtre du Nouveau Monde**

Avec une compagnie de théâtre résidente en bonne santé, soutenue par les Conseils des arts, et un bâtiment qui vient de faire l'objet d'importants investissements, le Théâtre du Nouveau Monde demeure un modèle de pérennisation. Au-delà de l'aide que le Théâtre du Nouveau Monde reçoit, ses liens étroits avec les milieux d'affaires ainsi que l'importance de ses revenus autonomes témoignent qu'il est possible pour une institution culturelle de conjuguer croissance et équilibre financier. Le Théâtre du Nouveau Monde est aussi la preuve du succès que peut avoir dans le QDS une offre différenciée qui n'est pas reprise dans les salles de la banlieue et une mise en marché qui fait appel à l'abonnement saisonnier.

- **Monument-National**

Il peut compter sur l'achalandage procuré par les spectacles de l'École nationale. Cependant, des coûts élevés d'entretien de quatre salles différentes ainsi que les frais d'immobilisations nécessaires pour maintenir à niveau un édifice historique, lui imposent des charges importantes.

- **La Maison-Théâtre**

Ce lieu, propriété du CEGEP du Vieux-Montréal et soutenu par les conseils des arts, est la seule salle montréalaise à offrir du théâtre "jeune public" de façon régulière. Ce sera l'un des dossiers chauds des prochaines années, car le CEGEP a annoncé son intention de récupérer éventuellement cet espace. Trouver un lieu pour garder dans le Quartier des spectacles un espace pour du théâtre "jeune public" devra constituer une priorité.

- **Pierre-Mercure**

Cette salle de 830 places située dans le Centre Pierre-Péladeau, propriété de l'UQÀM était avec la PDA, la seule salle du QDS à agir à titre de diffuseur et de locateur. Suite à des difficultés économiques liées aux baisses de fréquentation survenues entre 2004 et 2008, l'UQÀM en a repris possession pour éviter sa faillite et Pierre-Mercure a cessé ses fonctions de diffusion pour recentrer ses activités comme locateur de salles. Avec cette direction nouvelle, c'est tout un pan de programmation en arts de la scène qu'a perdu le Quartier des spectacles.

- **Les salles privées**

Nous avons divisé les salles privées en deux catégories : les salles qui sont propriétés d'organismes à but non lucratif (Astral, Gesù, SOCIÉTÉ DES ARTS TECHNOLOGIQUES) et les salles propriétés d'actionnaires privés. (Club Soda, Métropolis, Saint-Denis et Théâtre Telus⁴. Les salles à but non

⁴ La situation du Théâtre Telus se situe à marge de l'activité des autres du QDS. Sa programmation est orientée vers des événements privés à caractère corporatif ou en complémentarité avec les activités de la discothèque voisine, "La

lucratif jouissent d'un certain avantage économique, puisqu'elles ne paient pas de taxes foncières. Les salles entièrement privées sont les plus à risque. Elles ne reçoivent aucune aide directe au fonctionnement, doivent assumer leurs dépenses d'immobilisations sans aide possible de l'état et elles sont soumises à des comptes de taxes foncières élevés, établis sur la valeur commerciale de leur bâtiment et non sur leur réelle valeur économique en tant qu'édifice spécialisé.

De façon générale et quel que soit leur statut juridique, les salles privées obéissent à une stricte logique économique. De plus, elles dépendent dans une large mesure des spectacles de chanson et d'humour pour assurer leur programmation, ce qui n'est rien pour rassurer dans la situation actuelle.

- **Le Gesù**

Avec ses 425 places, l'amphithéâtre du Gesù est la seule salle du QDS de cette dimension qui se prête aussi bien à la musique, à la chanson, au théâtre ou à la variété. Sa position est précaire, d'abord à cause de l'absence de soutien financier public, mais également par la venue de salles de dimension similaire, comme la salle Bourgie du Musée des beaux-arts, qui viendra faire compétition à l'amphithéâtre dans le créneau de la musique classique. De plus, on prévoit à court terme une réduction des sommes accordées par la communauté religieuse des Jésuites, ce qui mettra en péril – si d'autres sources de financement ne sont pas trouvées – la mission initiale du Gesù qui est de soutenir les artistes par des activités de diffusion ou de codiffusion, des résidences de création ou des occasions de rencontres entre les artistes et le public.

- **La Société des arts technologiques**

La Société des arts technologiques est un cas particulier avec son modèle hybride. Constituée en OBNL, elle n'est pas à proprement parler une salle de spectacle, mais plutôt un lieu de diffusion dont les activités sont complémentaires à ses volets de recherche et de création. Bien qu'elle ait accès à une certaine aide publique à travers divers programmes liés aux nouvelles technologies, elle dépend de sa programmation et de son achalandage pour l'exécution de sa mission. Elle aura de plus à absorber dans les années qui viennent un ambitieux programme d'expansion dans un contexte difficile, alors qu'est remise en question l'aide du fédéral.

- **L'Astral**

Cette salle de 350 places fait partie du complexe de la Maison du jazz, qui vient d'être rénovée grâce à une aide gouvernementale. La Maison du jazz reçoit également une aide annuelle récurrente au fonctionnement, aide qui profite indirectement à la salle de spectacle. Le Festival de jazz diffuse la majeure partie de sa programmation, mais la salle est aussi louée à des producteurs extérieurs. Son statut en tant que membre de la famille du FIJM semble pour l'instant la placer dans une zone de confort relatif.

- **Le Club Soda**

Le Club Soda occupe un créneau particulier grâce à son caractère multifonctionnel, à cheval sur une programmation d'artistes émergents, d'artistes établis et d'événements privés. Avec la disparition du Spectrum, du Medley, du Saints et du Musée Juste pour rire, le Club Soda fait maintenant cavalier seul dans le QDS dans ce créneau. Cependant, trois autres salles de même gabarit lui font concurrence à l'extérieur du QDS : le La Tulipe, le National et le Corona. Le déclin d'une programmation locale et internationale de qualité est une menace pour son avenir. Il est

mouche" située dans le même bâtiment. Nous ne connaissons ni son statut ni son modus operandi. C'est pourquoi nous n'avons pas élaboré davantage sur sa situation.

fragile sur le plan financier, car son service de la dette est encore élevé, suite aux importantes rénovations apportées à son bâtiment en 2000. En comptant les espaces occupés par la salle et les bureaux administratifs, les taxes foncières que la salle de spectacle du Club Soda doit assumer s'élèvent à 80,000 \$ par année. Plus de la moitié des revenus que le Club Soda tire de la location de la salle sert uniquement à payer les taxes.

- **Le Métropolis**

Cette salle multifonctionnelle qui peut se moduler avec différentes capacités allant de 1200 à 2500 places est sensiblement dans la même situation que le Club Soda. Son appartenance à la famille Spectra l'assure d'une programmation de qualité dans le cadre de certains festivals. Mais en dehors de ces périodes, il dépend de sa location à des producteurs. Sa programmation locale est en perte de vitesse et sa dépendance vis-à-vis les spectacles internationaux est de plus en plus grande. Les rumeurs de l'entrée prochaine de l'Olympia dans le giron d'Evenko se font persistantes. Cette association pourrait lui faire perdre une partie de sa programmation internationale.

- **Le Saint-Denis**

Les salles du Saint-Denis sont les plus touchées par le déplacement des spectacles francophones d'humour, de comédies musicales et de chansons vers la banlieue, car sa programmation provient essentiellement de ces disciplines. Sa situation géographique à l'extrémité est du QDS le marginalise, alors que les activités se concentrent de plus en plus dans le pôle de la PDA. Le transfert récent des Galas Juste pour rire à la PDA est un exemple qui lui porte un dur coup. Véritable temple de l'humour québécois jusqu'à tout récemment, sa programmation dans ce créneau diminue d'année en année, au profit des salles de banlieues. Les rumeurs de fermeture du Saint-Denis 2 ne sont pas commentées et la direction du Théâtre St-Denis est actuellement à revoir et évaluer l'ensemble de ses activités dans le cadre de la nouvelle réalité du spectacle à Montréal.

Les salles du Saint-Denis appartiennent à la Compagnie France Film dont l'actionnaire unique est la fondation J.A. De Sève. En principe, la compagnie a un devoir de rentabilité afin d'alimenter financièrement la Fondation et la soutenir dans ses œuvres caritatives. Comme les salles ne sont pas rentables depuis plusieurs années, les dirigeants de France-Film ne cachent pas qu'ils envisagent toutes les solutions, incluant leur fermeture.

Les taxes foncières représentent une part très importante des frais d'exploitation vs le loyer de base. Cette situation a pour effet d'augmenter de façon significative le nombre de représentations nécessaires pour couvrir la charge de taxes foncières.

7. LES CAUSES

Taux de fréquentation à la limite ou en dessous des seuils de rentabilité, difficulté d'attirer une offre consistante de spectacles internationaux, diminution de l'offre et de la demande pour les spectacles de chanson francophone et d'humour, vieillissement de leurs installations et de leurs équipements, incapacité d'investir les sommes nécessaires pour rester à niveau, voilà les principaux maux qui minent lentement main inexorablement les salles du Quartier des spectacles, plus particulièrement celles dont la programmation repose sur la programmation de spectacles de variété francophone.

Pour trouver des solutions, il faut donc d'abord s'interroger sur les causes de cette situation. C'est en comprenant les raisons qui ont mené à ces difficultés qu'il sera possible d'apporter à court et moyen terme des remèdes.

Dans les pages qui vont suivre, nous avons voulu mettre en lumière certaines des causes identifiées par les gestionnaires des salles et par des acteurs du milieu culturel montréalais. Elles ne sont pas classées par ordre d'importance nécessairement et elles ne produisent pas toutes les mêmes effets pour chaque salle. Certaines causes sont structurelles, et on ne peut qu'en prendre acte, mais d'autres pourraient faire l'objet de mesures de redressement.

7.1 Les gros chantiers et leur impact sur la fréquentation

Depuis quatre ans, le Quartier des spectacles a été le théâtre de nombreux travaux qui ont entraîné des fermetures de rues, engendré des problèmes de circulation et réduit la disponibilité de stationnement sur rue. Il y a d'abord eu la réfection des infrastructures de la rue Saint-Denis en 2007, puis celle du Boulevard Saint-Laurent en 2009. L'artère principale du quartier, la rue Sainte-Catherine a été quant à elle fermée à la circulation automobile la majeure partie du temps en 2010 et 2011. Les rues Saint-Urbain, Jeanne Mance et le boulevard Saint-Laurent ont aussi fait l'objet de fermetures totales ou partielles pendant de longues périodes durant les travaux d'aménagement réalisés dans le cadre du PPU du Quartier des spectacles.

Dans l'esprit des Montréalais, le Quartier des spectacles est depuis quatre ou cinq ans le "quartier des obstacles". Malgré le fait que cette situation ne semble pas avoir trop affecté l'achalandage de 2007 à 2009, on pourrait lui attribuer la diminution constatée en 2010 (tableau 5). Plusieurs dirigeants de compagnies résidentes du QDS (Théâtre du Nouveau Monde, Jean-Duceppe, Opéra et OSM), dont la clientèle est constituée d'abonnés, constatent maintenant des difficultés à renouveler les abonnements. Les difficultés d'accès, ainsi que la rareté du stationnement, sont les raisons le plus souvent invoquées par leur clientèle.

On peut espérer que la situation reviendra à la normale une fois les travaux achevés, en 2012. Cependant, le problème est beaucoup plus étendu et c'est l'ensemble de l'île de Montréal qui souffre de la perception que les nombreux chantiers en rendent l'accès difficile. La situation n'ira certes pas en s'améliorant avec les travaux qui s'amorcent pour remplacer le pont Champlain et l'échangeur Turcot. La "barrière des ponts" constitue un sérieux obstacle psychologique, particulièrement pour les résidents de la Rive-Sud qui constituent un bassin de choix pour les commerces du centre-ville en raison de leur proximité.

Que faire pour changer cette perception et rendre plus attrayant le Quartier des spectacles? Le défi est de taille. Il sera important d'essayer de changer cette perception au moyen de campagnes promotionnelles. Mais le meilleur argument restera toujours la qualité de la programmation, tant extérieure que celle offerte par les lieux de diffusion. Quand le public veut vraiment voir un spectacle ou un artiste qu'il aime, le lieu importe peu. Les 180,000 personnes qui se sont déplacées pour voir U2 dans un champ en bordure d'autoroutes en sont la preuve vivante. Offrir des spectacles de qualité et uniques sera la meilleure carte de visite qui soit pour le Quartier des spectacles. Une offre de qualité dans les salles sera seule garante d'une affluence tout au long de l'année.

À ce jour la perception que le centre-ville est difficilement accessible est fortement ancrée chez les résidents de la périphérie. Il importe de sonder les perceptions plus en profondeur et de mettre en place des incitatifs à revenir au centre-ville et de développer une stratégie de communication adéquate.

7.2 Rareté du stationnement et pauvreté du transport en commun en soirée.

Tous les témoignages concordent : quand on demande aux usagers des salles de banlieue ce qui les motive à délaisser les grandes salles du centre-ville, les problématiques liées au stationnement et au transport arrivent en tête de liste. Face aux difficultés liées aux déplacements, on préfère attendre quelques semaines, voire quelques mois, sachant que le même spectacle sera éventuellement

présenté dans une salle plus proche de leur lieu de résidence et qui offre du stationnement de proximité gratuit ou à faible coût.

Depuis 2002, le pôle “Place des arts” du Quartier des spectacles a perdu 2250 places de stationnements extérieures sur rue ou en surface. Le pôle Saint-Denis a perdu près de 1000 avec la construction de la Grande Bibliothèque et de l’Îlot Voyageur. Ces places n’ont pas été remplacées. Par ailleurs l’ouverture de la Maison symphonique et l’arrivée prochaine du CHUM, plus à l’est augmenteront considérablement les besoins.

Les trois paliers de gouvernement investissent près de 150 millions de dollars pour le réaménagement du secteur de la Place des arts dans le but d’ancrer les fonctions “spectacles et festivals” de manière à créer une sorte de “grappe” des arts de la scène. Alors même que ce projet est en cours de réalisation, l’offre de spectacles se déplace du centre-ville de Montréal vers les nouvelles salles de banlieue, elles-mêmes subventionnées en partie par l’état. Il est compréhensible que les municipalités de banlieue, qui ont su attirer de nombreux résidents et de nombreux emplois, veuillent maintenant offrir un cadre de vie intéressant à leurs résidents et travailleurs en favorisant la construction d’équipements collectifs sur leur territoire.

S’il est vrai aussi que la Ville de Montréal n’a pas le pouvoir de restreindre ou de contrôler le développement des zones périurbaines, elle peut cependant déployer des efforts pour combattre l’exode des emplois et des ménages de Montréal vers la banlieue en demeurant compétitive et attirante. Le PPU du Quartier des spectacles vise à créer une vaste zone piétonne, des lieux publics conviviaux ainsi qu’un environnement bonifié pour les salles de spectacles et les lieux de diffusion qui s’y trouvent. Le Quartier des spectacles devient en ce sens plus attractif, mais il se doit aussi d’être accessible et compétitif.

Cela implique, bien entendu, d’améliorer l’offre de services des transports publics, d’augmenter le nombre de points d’accès au métro et de favoriser l’inter-modalité. Les lieux de diffusion qui cherchent à attirer jour et nuit des visiteurs de l’ensemble l’île de Montréal et de la région métropolitaine doivent impérativement être accessibles à pied, en vélo, en taxi, en transport en commun ainsi qu’en automobile.

Le secteur du QDS ne pourra devenir une destination à l’échelle régionale et internationale si, au bout du compte, il n’est accessible qu’à une clientèle restreinte de touristes et de résidents du centre-ville et des quartiers périphériques. Il est illusoire de penser qu’une famille vivant en banlieue prendra le transport en commun pour venir assister à un concert. La disponibilité et la convivialité du stationnement seront toujours des éléments clés quand vient le temps de décider de venir ou non au centre-ville pour un spectacle en soirée. Ce sont-là des facteurs déterminants, comme montre le succès de la salle l’Étoile Banque Nationale, situé dans le “Quartier 10/30” à Brossard ou encore la revitalisation du Vieux-Québec avec le stationnement souterrain de la Place d’Youville. Idem pour le Vieux-Montréal avec l’offre de stationnement dans le Vieux-Port.

Un stationnement souterrain de 600 places a été prévu dans les plans et devis du PPU. Il doit être aménagé sous la patinoire prévue sur l’îlot Clark, dernier espace disponible pour une infrastructure de cette envergure. Au moment d’écrire ces lignes, ce projet n’a fait l’objet d’aucune annonce et n’est pas confirmé.

Compte tenu du déficit de places de stationnement dans le pôle de la Place des arts (4500 places de stationnement pour environ 16,000 sièges de spectacles) et compte tenu de l’énorme demande pendant la période de pointe des festivals, la construction d’un stationnement souterrain de 600 places dans le Quartier des spectacles est un élément incontournable pour assurer le développement et la vitalité du Quartier des spectacles.

7.3 Déplacement du spectacle francophone vers les salles de banlieue

La migration des jeunes familles francophones vers les villes de banlieue et la construction ou la rénovation de nombreuses salles dans les couronnes sud et nord ainsi que sur l'île de Montréal sont à l'origine de ce problème. Ces salles, bien équipées et de grande qualité, ont peu à peu développé une offre importante. Elles disposent, grâce à l'aide financière de leur municipalité et du gouvernement du Québec, des moyens nécessaires pour offrir des cachets intéressants aux artistes et pour mettre au point des formules d'abonnements qui réduisent le prix des billets.

Les producteurs de spectacles et les artistes y trouvent aussi leur compte. Plusieurs de ces salles agissent comme diffuseurs pluridisciplinaires et peuvent compter sur un programme d'aide à la diffusion du MCCCCF, programme qui n'est pas accessible aux salles montréalaises. De plus, elles n'ont pas, comme les salles montréalaises, à tenir compte de leurs coûts en immobilisation, pris en charge par les municipalités ou les institutions d'enseignement. Dans la plupart des cas, elles reçoivent aussi des congés de taxes foncières. Grâce à leurs charges moins élevées, les salles de banlieue peuvent ainsi offrir des cachets alléchants et se retrouvent en compétition directe et vraisemblablement inéquitable avec les salles de Montréal.

Plusieurs producteurs de spectacles ont compris qu'il est inutile d'assumer des coûts élevés pour louer des salles à Montréal et faire de la publicité pour attirer un public qui vit en banlieue et qui de toute façon est réfractaire à revenir à Montréal après avoir perdu une heure dans le trafic pour rentrer chez lui après le travail. En effet, pourquoi prendre des risques si on a la garantie d'un bon cachet et la certitude de faire plus d'argent qu'à Montréal à nombre égal de spectateurs?

Jusqu'au début des années 2000, les salles montréalaises avaient l'avantage des équipements et de la grandeur de leur scène. Les artistes pouvaient y présenter des spectacles plus sophistiqués et spectaculaires qu'en région. La version "tournée" de leur spectacle était considérée comme le sous-produit du "vrai" spectacle donné à Montréal et à Québec. Ceci est de moins en moins vrai, plusieurs salles de banlieue étant maintenant mieux équipées et plus confortables que les salles montréalaises. On peut y offrir les mêmes spectacles.

Dorénavant, les artistes les plus en vue se contentent de donner à Montréal une première médiatique et d'y faire quelques représentations. Certains artistes ont même récemment fait leur première médiatique en banlieue, signe que l'étape Montréal n'est même plus nécessaire si elle est jugée trop risquée. Ceci aurait été impensable il y a à peine quelques années.

De nombreux spectacles de variétés et notamment les spectacles de chanson et d'humour francophones tendent à migrer vers la banlieue, pour se rapprocher d'une partie de leur clientèle, sur la base de critères purement économiques. Une situation préoccupante à plusieurs égards et dont les causes demeurent parfois difficiles à cerner.

7.4 La disparité du financement public entre les salles de Montréal et la région périphérique

En 2009 et 2010, RIDEAU, l'association qui regroupe les diffuseurs, a effectué une enquête auprès de ses membres afin de connaître leurs sources de financement. Intitulée "Le coût de la diffusion", cette enquête nous apprend que le Québec compte 112 diffuseurs dont 101 gèrent aussi une salle.

De ce nombre, 74 sont soutenus au fonctionnement par le MCCCCF principalement dans le cadre du programme d'aide aux diffuseurs pluridisciplinaires. Ces diffuseurs ont reçu en 2008 des aides

publiques en provenance des trois paliers de gouvernement de l'ordre de 30.1 millions de dollars⁵, soit une moyenne de 327 000 \$ par diffuseur. Le palier fédéral représente 9 % de ces sommes, le provincial, 22 % tandis que les municipalités contribuent pour 69 %. Ces sommes comprennent l'aide directe aux immobilisations, l'aide au fonctionnement, à la programmation et la valeur des services fournis directement par les municipalités ainsi que les exemptions de taxes. Elles ne comprennent cependant pas les contributions au service de la dette des salles, lorsqu'il y a lieu.

La région périphérique de Montréal (Montérégie, Laval, Lanaudière, Laurentides) compte 26 diffuseurs dont la très grande majorité est située sur le territoire de la Communauté métropolitaine. Ces salles reçoivent en moyenne 319,000 \$ par année en aide publique. Ce chiffre doit toutefois être pondéré selon que ces salles reçoivent de l'aide du MCCCCF et selon qu'il s'agit, ou non, de diffuseurs considérés comme majeurs. Dans le cas des diffuseurs majeurs, l'aide publique est en moyenne de 487 000 \$ par année. Selon nos estimations 14 diffuseurs situés sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal sont considérés comme majeurs.

Même si certaines d'entre elles ont eu droit à du financement gouvernemental dans le cadre de rénovations majeures, les salles du Quartier des spectacles, à part la Place des Arts, sont en marge de ce financement public récurrent. Elles ne sont pas éligibles à un financement du MCCCCF dans le cadre du programme d'aide aux diffuseurs pluridisciplinaires et elles ne reçoivent aucune aide de leur municipalité, contrairement aux salles situées en banlieue.

Par ailleurs, les salles privées à but lucratif du QDS sont plombées par un régime fiscal particulier qui leur impose un important fardeau de taxes foncières, alors que le reste du réseau en est exempt. Leur compétitivité s'en ressent de façon importante.

Enfin, il faut souligner l'incohérence des programmes d'aide aux producteurs et aux artistes pour la diffusion de leurs spectacles sur le territoire québécois. Par exemple, le programme d'aide à la tournée de la SODEC s'arrête aux portes de Montréal. Il soutient un spectacle donné à Terrebonne ou à Sainte-Thérèse et exclut les spectacles diffusés à Montréal même.

Il ne s'agit pas, par cette démonstration, de remettre en question le bien-fondé de ces aides publiques aux salles et diffuseurs de la région de Montréal. Comme dans l'ensemble du Québec, ce financement vise à permettre l'accessibilité de tous les citoyens aux arts de la scène. La qualité et la profondeur de ce financement sont uniques au Canada et permettent au Québec d'offrir à ses citoyens un accès aux arts de la scène qui peut servir d'exemple. Cependant, force est d'admettre que les salles de Montréal en général, et celle du Quartier des spectacles en particulier, sont les seules à ne pas avoir droit à un financement public, bien qu'elles contribuent pour plus de 15 % des entrées totales au Québec.⁶

Captives d'un régime de financement au fonctionnement à deux vitesses qui les exclut, les salles privées et semi-publiques du Quartier des spectacles peinent à concurrencer des salles largement financées par des fonds publics situées ailleurs dans le territoire de la Communauté métropolitaine. Elles sont maintenant dans l'impossibilité d'offrir aux producteurs les mêmes conditions avantageuses. À moyen et long terme, c'est tout le réseau qui risque de se détériorer et perdre de son attrait.

Si le financement public a comme finalité de permettre en région un accès équitable à des spectacles qui ne pouvaient être vus auparavant que dans les grands centres, le temps n'est-il pas

⁵ À l'exclusion de la PDA et du Grand théâtre de Québec. (Enquête sur les coûts de la diffusion des arts de la scène au Québec, Rideau 2009)

⁶ Avec 733,000 entrées en 2009-2010, la PDA compte pour 41 % de l'assistance totale des salles du QDS qui représente elle-même 25 % de l'offre totale au Québec. Si on exclut la PDA, qui est subventionnée, on peut en conclure que le reste des salles du QDS qui ne reçoivent pas de fonds publics représentent environ 15 % de l'offre totale au Québec.

venu de rationaliser ces aides afin de permettre également au public montréalais d'avoir accès à certains spectacles et à leurs artistes favoris sans devoir se déplacer en banlieue?

7.5 La gratuité

De façon générale, il y a de grandes divergences d'opinions quant à l'impact des spectacles gratuits sur l'activité des salles. Les festivals qui les offrent, les commanditaires qui les supportent, les gouvernements qui les financent et bien sûr les consommateurs qui en profitent préfèrent y voir un attrait touristique ou économique. Notons aussi que le phénomène de la gratuité à Montréal ne touche pas l'ensemble des disciplines. Il touche particulièrement la chanson francophone.

Dans le Quartier des spectacles, l'offre de spectacles gratuits grandit de façon importante depuis la construction des nouvelles places publiques. Des festivals émergents s'y installent à leurs tours, supportés par le PQDS et les gouvernements. Nuits d'Afrique, Terre en vue, Diversité, Mutek, Pop Montréal, Montréal Complètement Cirque, M pour Montréal offrent ainsi des programmations gratuites de plus en plus importantes. Durant la saison estivale de 2011, on a dénombré un millier de spectacles gratuits. C'est sans compter ceux du Vieux-Port, et ceux offerts dans certains parcs des arrondissements périphériques ou dans les maisons de la culture.

On a tendance à minimiser les effets de la gratuité, sous prétexte que ce phénomène n'existe qu'en saison estivale. On se trompe. Les effets sont continus et s'additionnent pour plusieurs raisons.

- Les festivals s'accaparent, grâce aux moyens que leur procurent les commandites et les subventions, une bonne partie de la programmation intéressante en chanson francophone, au détriment des salles qui ne peuvent programmer un même spectacle dans leurs saisons régulières après qu'il a été présenté gratuitement.
- Avec les années, le public a appris qu'il pourra éventuellement voir gratuitement un artiste québécois qu'il aime. Voici un exemple récent : Marie Mai s'est produite en spectacle au Centre Bell le 6 mai 2011. Prix des billets : \$62,00 et \$52,00. Le 10 juin 2011, elle a donné un spectacle gratuit dans le cadre des Francofolies sur la grande scène de la Place des Festivals, spectacle qui a été annoncé le lendemain de celui du Centre Bell. À peine un mois sépare les deux événements! Qu'en pensent les 12,000 personnes qui ont payé le gros prix pour aller au Centre Bell?
- À moyen et à long terme, les spectacles gratuits diminuent la valeur économique des artistes francophones.

Ce modèle de spectacles gratuits a été inventé au début des années 80 par le Festival de jazz qui a accompagné la présentation d'artistes de renommée dans les salles de concert par un volet festif extérieur avec des artistes peu connus. Par la suite, Juste pour rire a adopté le même modèle. Même s'ils ont augmenté le nombre de leurs spectacles gratuits au fil des ans, les volets de spectacles en salle ont toujours gardé une plus grande importance et sont restés l'âme de ces festivals. Les salles du Quartier des spectacles bénéficient d'ailleurs largement de cette programmation.

La nouvelle grande Place des Festivals, qui peut recevoir plusieurs milliers de spectateurs vient amplifier le problème. Les programmeurs des festivals admettent eux-mêmes que pour réussir à l'occuper, il faut y présenter, soit de très grandes vedettes, soit de grands spectacles à caractère événementiels réunissant plusieurs artistes. Le Festival de jazz, Juste pour rire, les Francofolies ainsi que les festivals émergents sont maintenant confrontés à ce problème. Ces grands spectacles coûtent cher et accaparent une partie des ressources de ces festivals, au détriment de la programmation en salle. De plus, ils mobilisent le public qui délaisse les spectacles présentés dans les salles pour s'assurer d'avoir une bonne place lors de ces grands événements,

Le développement de nouveaux festivals autour d'un modèle de spectacles gratuits sur scène inquiète particulièrement les dirigeants des salles. Par le biais de l'aide qu'il accorde à ces festivals, le Partenariat du Quartier des spectacles pourrait-il dans une perspective à long terme, favoriser le développement de volets en salle, comme le font les grands festivals établis? Ce pourrait être une piste intéressante pour endiguer un développement débridé de la gratuité et les effets potentiellement négatifs sur les salles.

7.6 L'attrait des grands spectacles internationaux

Au début des années 2000, alors que le téléchargement gratuit de pièces musicales a décimé l'industrie du disque, les artistes les plus connus ont misé sur le spectacle pour maintenir leur niveau de revenus. Depuis, le prix des billets pour les concerts des grandes vedettes internationales a plus que doublé. Il n'est pas rare aujourd'hui qu'on doive déboursier 200 \$ pour voir un « gros nom » international. On considère même normal que des revendeurs en écoulent au double du prix s'il y a de la demande.

À Montréal, ce créneau est occupé par un promoteur qui en a le quasi-monopole, le groupe EVENKO, qui opère aussi des salles, dont le Centre Bell dans lequel ont lieu la très grande majorité de ces spectacles. Le Centre Bell peut se moduler en différentes configurations entre 3 000 et 20 000 spectateurs. Pendant que les festivals multiplient l'offre de spectacles francophones gratuits, le nombre et la qualité des spectacles internationaux offerts ont aussi augmenté considérablement. Le Centre Bell est maintenant l'amphithéâtre qui réalise le plus gros volume de recettes avec des spectacles en Amérique du Nord!

Un grand nombre de spectacles internationaux échappe ainsi aux salles du Quartier des spectacles. Mais il y a un autre effet, moins visible et plus pervers. Ces spectacles à gros prix drainent des sommes importantes du marché montréalais, en raison du prix des billets. Quand 160,000 personnes paient jusqu'à 180 \$ pour assister à un concert de U2, il est certain que le marché local s'en trouve affecté dans les mois qui suivent, le dollar-loisir n'étant pas élastique à l'infini!

7.7 Les changements démographiques

Comme la plupart des grandes villes occidentales, Montréal subit une profonde mutation démographique et sociologique. Pour différentes raisons, cette mutation s'exerce sur plusieurs plans et change profondément les habitudes de fréquentation des activités culturelles.

o Le vieillissement de la population

Pour les baby-boomers, la musique et les spectacles musicaux étaient des denrées rares et ont constitué des éléments d'identification puissants et rassembleurs. Ce n'est plus vrai pour les jeunes qui ont toutes les musiques et images désirées au bout d'un clic. Rares sont les jeunes artistes d'aujourd'hui qui peuvent rassembler pour un même spectacle des dizaines de milliers de personnes comme ont su le faire les groupes qui se sont révélés dans les années 70 et 80. Quant aux baby-boomers, ils sont restés amoureux de leurs artistes et ils n'hésitent pas à déboursier le gros prix pour les voir. Malheureusement, ils vieillissent et ne sont pas remplacés par une clientèle plus jeune.

o Désaffectation du public des jeunes adultes

Normalement, les jeunes adultes des générations X et Y devraient prendre le relais des baby-boomers dans les salles de spectacles. Ce n'est pas le cas, essoufflé par une jeune famille, deux emplois et leur condo, ces couples constitués de jeunes adultes entre 20 et 40 ans n'ont pas le

temps de sortir et encore moins d'aller au spectacle. Nombreux sont aussi ceux qui vont s'installer à l'extérieur de Montréal pour élever les enfants, devenant ainsi des candidats de choix pour les salles de banlieue.

- **L'importance et le nombre des citoyens issus de l'immigration vivant à Montréal**

Pour la première fois, le nombre d'enfants issus de l'immigration inscrits dans les écoles montréalaises est plus important que le nombre d'enfants des Québécois de souche. Cette donnée en dit long sur les changements démographiques que vit Montréal. Il est évident que les références culturelles des immigrants et de leurs enfants ne sont pas les mêmes. Ils n'ont pas grandi avec la musique de Charlebois et d'Harmonium et sont moins enclins à fréquenter les spectacles des artistes francophones, particulièrement au centre-ville. Ceci pourrait expliquer en partie, avec la gratuité et le déplacement vers les salles de la banlieue, le déclin de la fréquentation des spectacles francophones dans le QDS.

- **Changements des habitudes de consommation culturelle chez les jeunes**

Pour un jeune qui a pratiquement grandi devant un ordinateur et qui a baigné dans la culture numérique, l'accessibilité gratuite de la production artistique mondiale a changé sa façon de consommer les produits culturels. Peut-être retrouvera-t-il un jour le frisson au contact des arts vivants de la scène. Mais pour l'instant, ce n'est pas ce que ressentent les jeunes et ceci est mondial. Ces jeunes ne veulent plus seulement voir un spectacle ou un artiste dans une salle. Cela leur semble banal. Ils veulent être au même endroit que leurs amis, vivre une expérience et être au cœur de l'événement. D'où l'émergence de nombreux festivals qui présentent des dizaines d'artistes et qui misent sur un « branding » événementiel, plus que sur la programmation artistique. Enfin, il y a une nette désaffectation des 18-24 ans, même chez les francophones, envers la chanson québécoise. Ceci est un phénomène de société qui a besoin d'être mieux comprise, mais qui est indéniable.

CONCLUSION

De 1970 et jusqu'au tournant de l'an 2000, l'industrie québécoise du spectacle a connu une croissance vertigineuse et Montréal était au centre de cette croissance. C'est ce qui a permis le déploiement d'un réseau de salles au centre-ville.

C'est sur cette prémisse qu'on tient aujourd'hui ce réseau pour acquis et qu'on le croit capable de se suffire à lui-même. Cependant, en très peu de temps, entre 2000 et 2007, la situation s'est renversée pour les raisons structurelles et circonstancielles que nous avons décrites dans ce document. Les dirigeants et gestionnaires des salles avaient déjà senti le vent tourner au début de la dernière décennie et c'est précisément la raison pour laquelle ils ont voulu s'unir au sein du Partenariat du Quartier des spectacles pour bonifier leur environnement urbain.

Ils constatent aujourd'hui que la situation n'a cessé de se détériorer et que le réseau est en péril comme en témoignent les multiples fermetures.

Maintenant que les travaux dans le Quartier des spectacles s'achèvent grâce aux centaines de millions de dollars en investissement public, que tous s'accordent pour dire que le résultat est à la hauteur des attentes et qu'il fera l'envie des grandes métropoles du monde, nous souhaitons que des mesures pour consolider notre réseau de salles qui fait aussi partie de la richesse du Quartier des spectacles.

Par le présent document, les salles du Quartier des spectacles constatent :

1. Que l'ensemble du réseau est dans une situation fragile, que leurs bâtiments et leurs équipements se détériorent. Sauf exception, leur achalandage actuel est non seulement largement en dessous de leur capacité d'accueil, mais dans certains cas, insuffisant pour assurer leur pérennité.
2. Que, contrairement aux salles de banlieue, il n'y a pas de programmes publics de soutien pour venir en aide aux salles semi-publiques et privées du Quartier des spectacles, pour leur fonctionnement et leur programmation, (à l'exception des programmes qui soutiennent les producteurs spécialisés résidents du TNM et de la PDA) Dans le cas des salles privées, il n'y a aucun programme de soutien aux immobilisations.
3. Qu'il y a une baisse importante et inquiétante de la fréquentation des spectacles francophones à Montréal et particulièrement dans le Quartier des spectacles.
4. Qu'il s'opère un transfert des spectacles francophones et de l'activité des producteurs vers les salles situées à la périphérie du centre-ville et de l'île de Montréal.
5. Qu'il existe une disparité entre le financement accordé aux spectacles québécois en région par les municipalités, la SODEC et le MCCCFC, comparativement au financement accordé aux spectacles donnés dans les salles de Montréal.
6. Qu'il existe une disparité importante quant au régime de fiscalité foncière entre les salles du Quartier des spectacles et que cette situation a un effet important sur la capacité de certaines d'entre elles à rester compétitives.
7. Que les grands chantiers métropolitains ont nui de façon significative à l'activité des salles sans que des mesures significatives soient prises pour en contrer l'effet.
8. Que le nombre de places de stationnement, tant dans le pôle Ouest (Place des arts) que dans le pôle est (Saint-Denis) est insuffisant et que des mesures doivent être prises pour corriger cette situation.
9. Que la qualité des moyens de transport public est une condition essentielle à la fréquentation du Quartier des spectacles en général, et des salles en particulier, et que ce service doit être amélioré, particulièrement en soirée et en fin de semaine.
10. Que l'offre de spectacles sur scène gratuite dans le cadre des festivals est en croissance et qu'elle a une incidence sur la fréquentation des spectacles payants en salle. Cette offre doit être mieux encadrée et être harmonisée avec les activités en salle.
11. Que l'offre de spectacles internationaux à Montréal se concentre de façon importante à l'extérieur du Quartier des spectacles et que des mesures doivent être prises pour contrer cette tendance.
12. Que l'un des moyens de contrer le déplacement du public vers les salles de banlieue est de raffermir l'offre de spectacles distincts et exclusifs au Quartier des spectacles et de poursuivre le développement de l'expérience globale d'une sortie au centre-ville.
13. Que la nouvelle réalité démographique a changé le visage de Montréal de façon significative et qu'il faut dorénavant mettre en place des mesures ciblées et distinctes pour soutenir l'offre et la fréquentation des salles du Quartier des spectacles.

14. Que les nouvelles habitudes de consommation culturelle chez les jeunes nécessitent une approche nouvelle pour que les salles puissent s'adapter à cette réalité et demeurer des lieux vivants fréquentés par cette nouvelle génération.
15. Que l'offre de forfaits et d'abonnements est une recette éprouvée pour augmenter la fréquentation des salles de spectacles partout au Québec et que cette approche est absente dans le Quartier des spectacles, sauf pour les grandes compagnies résidentes (OSM, Maison Théâtre, Duceppe et Théâtre du Nouveau Monde) qui font la preuve de leur pertinence.
16. Que le mandat donné par la ville au Partenariat du Quartier des spectacles soit élargi afin de couvrir l'amélioration de l'offre et de la fréquentation des salles situées dans son périmètre d'intervention.

En conséquence, les salles du Quartier des spectacles ont adopté le plan d'action suivant :

1. **Créer une veille économique et former une table de concertation.**
2. **Demander à divers partenaires (MCCCF, SODEC, MAMROT, VILLE DE MONTRÉAL, ADISQ ET PQDS) de contribuer au financement d'une étude exécutée par une firme indépendante.**
3. **Cette étude devra comporter les volets suivants :**
 - **Valider et compléter l'étude statistique relative aux diverses problématiques mises en relief dans le présent document.**
 - **Valider et compléter l'étude qualitative sur ces mêmes éléments.**
 - **Un plan d'action global visant à consolider le réseau des salles du Quartier des spectacles, à améliorer leur offre et leur achalandage ainsi qu'à harmoniser l'offre gratuite à l'extérieur et l'offre à l'intérieur dans les lieux de diffusion.**

Les signatures sont à la page suivante.

9/11/11 André Ménard

L'Astral
Par : André Ménard, vice-président

Michel Sabourin

Club Soda
Par : Michel Sabourin, président

Jocelyne Bilodeau 10-11-11

Le Gesù
Par : Jocelyne Bilodeau, directrice générale et artistique

Alain Grégoire

Maison-Théâtre
Par : Alain Grégoire, directeur général

9-11-11 André Ménard

Métropolis
Par André Ménard, vice-président
Directeur général

Lorraine Pintal 9/11/11

Le THÉÂTRE DU NOUVEAU MONDE
Par Lorraine Pintal, directrice artistique et générale

18/11/2011

Monument-National
Par : Félix Martel, directeur

Guy Vanasse 10/11/2011

Pierre-Mercure
Par : Guy Vanasse, directeur général

Michel Gagnon 11/11/2011

Place des arts
Par : Michel Gagnon, directeur de la programmation

Ghyslaine Boileau 10/11/2011

SOCIÉTÉ DES ARTS TECHNOLOGIQUES
Par : Ghyslaine Boileau, co-directeur et directeur administratif

Michel Goulet 10/11/2011

Théâtre Saint-Denis
Michel Goulet, Président et chef de la Direction, Compagnie France Film Inc.